



HIGHLIGHTS

Economic Commission for Africa, SRO-CA

Partenaire privilégié de l'intégration en Afrique Centrale

new.uneca.org/sro-ca

No 126, 08 Feb 2013

un hebdomadaire

Source : Rapport Economique sur l'Afrique 2011, par la CEA et l'UA
(disponible en hard-copy à la CEA/BSR-AC)

ENJEUX ET DÉFIS DE L'ÉCONOMIE VERTE EN AFRIQUE CENTRALE **STAKES AND CHALLENGES OF A GREEN ECONOMY IN CENTRAL AFRICA**

2ème partie : Tirer profit du capital naturel

Opérer une transition durable dans l'agriculture

Pour accroître le capital naturel en agriculture, il importe d'adopter de nouvelles approches en matière de production qui réduisent les externalités telles que la pollution de l'eau et l'érosion des sols, maximalisent l'utilisation des intrants organiques tout en assurant une productivité élevée et des revenus plus importants pour les agriculteurs. Les caractéristiques actuelles des systèmes de production agricole en Afrique se rapprochent de ce qui pourrait constituer un modèle d'agriculture durable dans le futur. De petits systèmes de culture écologiques, l'utilisation limitée des engrais et pesticides et des systèmes de production à forte intensité de travail, pourraient fournir la base d'une transformation verte de l'agriculture africaine.

Davantage des travaux de recherche sont nécessaires pour mieux comprendre le potentiel que recèlent de tels modèles de culture ; il ressort cependant des expériences de pays en Afrique que des formes d'agriculture durable notamment l'agriculture de faible labour, l'utilisation d'engrais organiques et de pesticides naturels ainsi que la réutilisation des eaux des fermes, entraînent non seulement des gains sur le plan de l'environnement mais également d'importants avantages financiers.

Grâce à un soutien institutionnel et à l'amélioration de l'accès au financement,

l'Ouganda par exemple, pays africain possédant la plus vaste superficie consacrée à l'agriculture organique, a augmenté le nombre de producteurs biologiques certifiés, faisant passer leur nombre de 45 000 en 2004 à 206 803 en 2008. Les recettes que le pays a tirées de l'exportation des produits agricoles biologiques certifiés, sont passés de 3,7 millions de dollars en 2003/2004 à 22,8 millions de dollars en 2007/2008 (PNUE, 2010b). Les pays de l'Afrique centrale pourraient s'inspirer de cet exemple pour faire une avancée vers l'agriculture organique et durable.

Exploiter le potentiel dans les industries fondées sur la biodiversité

Les industries fondées sur la biodiversité peuvent apporter une contribution majeure à l'augmentation de la production grâce au renforcement du capital naturel. Les avantages directs de la bio-diversité sont déjà considérables dans un certain nombre de pays africains, s'agissant notamment des industries sylvicoles et touristiques. En moyenne, le secteur forestier contribue à hauteur de 6 % au PIB en Afrique et jusqu'à 13 % dans les pays africains tropicaux (Gumbo, 2010). Les ressources forestières constituent d'importants produits de base pour l'exportation, les produits du bois d'œuvre seulement constituant 60 % des recettes d'exportation du Gabon et près de 50 % de la République centrafricaine (Gumbo, 2010).

Les gouvernements reconnaissent de

plus en plus à quel point il est important de soutenir et développer les biens naturels et culturels qui offrent de nouvelles possibilités de revenu, d'emploi et de croissance. Afin de voir cet objectif effectif, il faudrait de nouveaux investissements dans les aires protégées, des efforts de reboisement et la réhabilitation d'écosystèmes précieux.



L'agriculture de faible labour, l'utilisation d'engrais organiques et de pesticides naturels ainsi que la réutilisation des eaux des fermes, entraînent non seulement des gains sur le plan de l'environnement mais également d'importants avantages financiers.

Through institutional support and improved access to finance, Uganda, for example, the African country with the largest area of land organically farmed, increased the number of certified organic producers from 45,000 in 2004 to 206,803 in 2008. The country's revenues from

the export of certified organic agricultural products increased from \$3.7 million in 2003/04 to \$22.8 million in 2007/08 (UNEP, 2010b). Central African countries could appropriate this example as a pathway toward organic and sustainable agriculture.

Achieving a sustainable transition in agriculture

En *enhancing natural capital in agriculture entails new approaches to production that reduce externalities such as water pollution and soil erosion, maximize the use of organic inputs and deliver high productivity and better incomes for farmers. The current characteristics of African agricultural production systems lean towards what could be a model for sustainable farming in the future. Small scale ecological farming systems, limited use of chemical fertilizers and pesticides, and labour-intensive production systems could provide a basis for a green transformation of African agriculture.*

Although more research is required to better understand the potential for such models, country experiences in Africa suggest that sustainable forms of agriculture - including low-tillage farming, organic fertilizers and natural pesticides, and re-use of farm water - are not only yielding environmental gains but also important financial benefits.

Exploiting the potential in biodiversity-based industries

Biodiversity-based industries can make a major contribution to expanding output by enhancing natural capital. The direct benefits from biodiversity are already significant in several African countries, particularly forest- and tourism-related industries. Forestry contributes 6 per cent of GDP in Africa on average, and up to 13 per cent in tropical African countries (Gumbo, 2010). Forest resources are important export commodities, with timber products alone accounting for 60 per cent of export earnings for Gabon and about 50 per cent for the Central African Republic (Gumbo, 2010).

Governments are increasingly recognizing the importance of sustaining and possibly enhancing the natural and cultural assets from which new income, employment and growth opportunities are arising. Translating such recognition into action requires new investments in protected areas, reforestation efforts, and rehabilitation of valuable ecosystems.